

## Tendances conjoncturelles

2<sup>e</sup> trimestre 2016

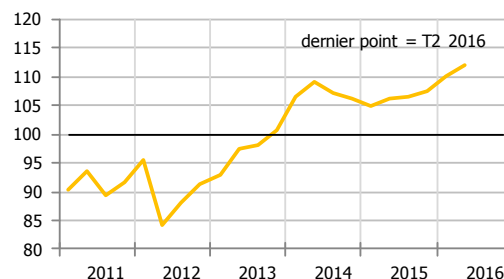
### LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE EN POLYNÉSIE FRANÇAISE

#### Amélioration du marché de l'emploi

En progression continue depuis le deuxième trimestre 2015, l'indicateur du climat des affaires reste positivement orienté et confirme les prémices d'une reprise pour l'économie polynésienne.

L'emploi salarié poursuit sa progression tandis que l'évolution des prix à la consommation est contenue. L'investissement reste bien orienté, tiré par les investissements en logement des ménages. Les entreprises, pour leur part, semblent réduire leurs ambitions en matière d'investissement.

**Indicateur du climat des affaires (ICA)**  
(100=moyenne de longue période)



Source : Enquête de conjoncture de l'IEOM

Sur le plan sectoriel, les évolutions sont contrastées au deuxième trimestre 2016. Le courant d'affaires est en hausse dans les secteurs de l'industrie, du commerce et des services marchands. Il est stable dans le tourisme et dégradé dans le BTP ainsi que le secteur primaire. La majorité des secteurs anticipent une amélioration de leur activité pour le trimestre à venir, à l'exception du BTP.

#### CONJONCTURE RÉGIONALE : L'IMPACT LIMITÉ DU BREXIT

À la fin du 2<sup>e</sup> trimestre 2016, l'onde de choc du « Brexit » a secoué les marchés financiers occidentaux et s'est propagée vers la zone Asie Pacifique. À court terme, des mouvements de grande amplitude ont été observés. Le yen, considéré comme valeur refuge, s'est renforcé face à la plupart des devises.

Selon les données préliminaires du gouvernement, le PIB du **Japon** a stagné au deuxième trimestre, marqué par le repli des investissements des entreprises (-0,4 %) et la contribution négative du commerce extérieur. En effet, l'appréciation du yen a pesé sur les exportations japonaises (-1,5 %). En rythme annualisé, la croissance japonaise s'établit à seulement 0,2 %, mais pourrait être stimulée par le nouveau plan de relance budgétaire du gouvernement Abe, doté de 28 000 milliards de yens, soit environ 250 milliards d'euros.

La croissance économique de la **Chine** s'élève à 1,8 % au deuxième trimestre 2016, après 1,1 % au trimestre précédent. Sur un an, le PIB progresse de 6,7 %, comme au premier trimestre 2016. Une politique monétaire plus accommodante et des mesures de relance budgétaire, notamment des investissements publics dans les infrastructures, dans un contexte de réformes structurelles visant à réduire les surcapacités de production dans le secteur manufacturier, ont permis d'amorcer un atterrissage en douceur de l'économie. Cependant, l'essoufflement de l'investissement privé et la baisse des exportations (-3,8 % en glissement annuel) restent des facteurs de risque d'un ralentissement plus prononcé. La croissance économique chinoise devrait s'établir 6,6 % en 2016 selon le FMI.

En **Australie**, l'activité économique s'est accélérée au premier trimestre 2016 (+1,1 %, après +0,7 %), portée par les exportations (+4,4 %) et une demande intérieure dynamique. Dans un contexte de faible inflation (+0,4 %, après -0,2 au premier trimestre), la Banque centrale australienne (RBA) a abaissé en août son principal taux directeur, le *cash rate*, à 1,5 % (-0,25 point).

En **Nouvelle-Zélande**, le PIB a crû de 0,7 % au premier trimestre 2016, après +0,9 % au dernier trimestre 2015, soutenu sur le plan interne par la construction (+4,9 %) et le tourisme. La consommation des ménages a été stimulée par l'immigration, tandis que l'investissement des entreprises est encouragé par une politique monétaire toujours accommodante. Le marché du travail demeure favorable, avec un taux de chômage stable (5,1 % au deuxième trimestre 2016 contre 5,2 % au précédent) et l'évolution des prix à la consommation est contenue (+0,4 %). En revanche, le haut niveau du dollar néo-zélandais grève les secteurs exportateurs, particulièrement le secteur laitier, déjà affecté par la faiblesse des prix de ses produits. En août, la Banque centrale néo-zélandaise (RBNZ) a abaissé son taux principal directeur, l'*official cash rate* (OCR) à 2 % (-0,25 point).

## L'indice des prix à la consommation est stable

L'indice des prix à la consommation (IPC) est stable au deuxième trimestre 2016 (+0,1 %). Les prix des transports progressent de 1,6 %, portés par la hausse des tarifs des transports aériens en période de haute saison touristique. En revanche, les prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées affichent un repli de 0,9 %, principalement lié à la baisse de ceux de produits de la mer (-9,4 %).

Sur un an, les prix à la consommation reculent de -0,5 %. Les transports et la division logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles contribuent essentiellement à cette évolution négative. Les prix des transports diminuent de 3,3 %, sous l'effet de la baisse des prix du carburant (-18,1 %) et des prix des transports aériens (-0,6 %).

## L'emploi salarié poursuit sa progression

Au deuxième trimestre 2016, la progression de l'emploi salarié marchand s'accroît, +0,7 % (CVS) après +0,2 % au trimestre précédent. L'emploi est en hausse dans l'ensemble des secteurs, à l'exception de celui de l'hôtellerie-restauration (-0,3 %, CVS). La construction connaît la plus forte hausse (+1,4 %, CVS).

Sur l'année, la hausse de l'emploi salarié (+1,1 %) est tirée par le secteur tertiaire dans son ensemble : hôtellerie-restauration (+3,1 %), commerce et autres services (+1,7 %). Elle est toutefois atténuée par la baisse observée dans les secteurs de la construction (-2,8 %) et de l'industrie (-1,1 %).

Parallèlement, le nombre de demandeurs d'emploi enregistrés au Service de l'emploi, de la formation et de l'insertion professionnelle (SEFI) augmente sur le trimestre (+1,6 %, CVS), en lien avec la mise en place de nouveaux dispositifs d'aide à l'emploi.

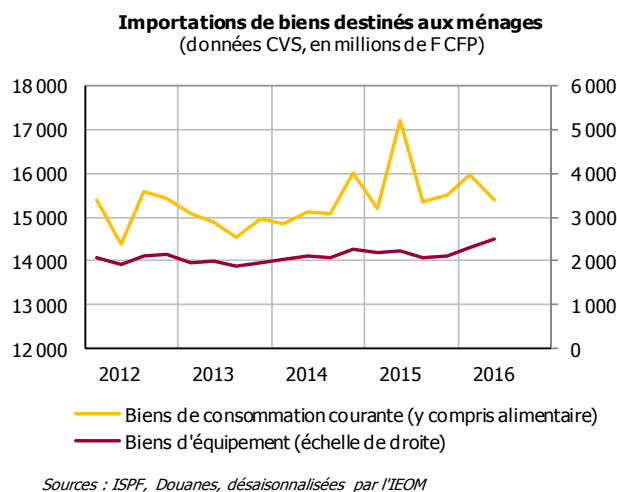
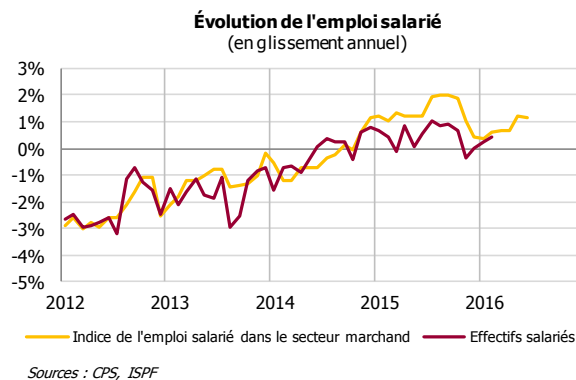
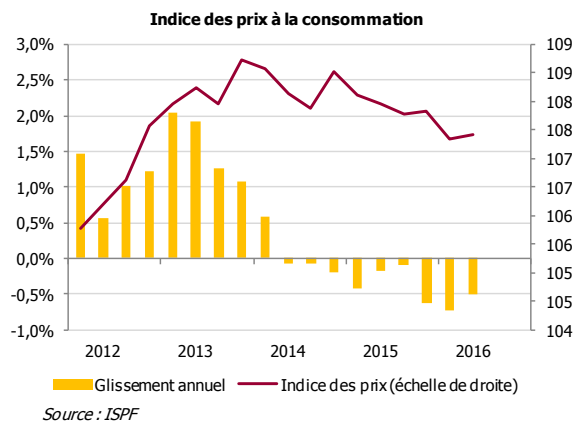
## La consommation des ménages marque le pas

Après une amélioration au trimestre précédent, la consommation des ménages paraît moins bien orientée au deuxième trimestre 2016.

Les importations de produits alimentaires se replient de 6,2 % (CVS). Les importations de biens de consommation et les immatriculations de véhicules neufs fléchissent très légèrement (respectivement -0,1 % et -0,2 %, CVS). Seules les importations de biens d'équipement du foyer poursuivent leur progression (+9,6 % sur le trimestre, CVS) entamée fin 2015.

En repli depuis le premier trimestre 2014, l'encours des crédits à la consommation des ménages se contracte de nouveau (-1,2 %), en raison de la diminution de la production nouvelle des crédits aux particuliers (-5,2 %).

Pourtant, les chefs d'entreprise du commerce qui participent à l'enquête de conjoncture de l'IEOM estiment que leur activité s'est améliorée par rapport au trimestre précédent. Ceux du secteur de l'automobile escomptent une consolidation de leur courant d'affaires au prochain trimestre, avec la mise en place par le gouvernement d'une prime à l'acquisition de véhicules neufs, dans le cadre de l'opération « voiture propre », et l'ouverture du salon annuel de l'automobile à Tahiti en septembre.



## L'investissement des ménages est en hausse

Après une contraction en début d'année, l'investissement immobilier des ménages progresse, reflété par une production de prêts immobiliers en hausse (+17,2 % sur le trimestre et +8,2 % sur l'année). L'encours des crédits à l'habitat des ménages s'accroît sur le trimestre (+0,5 %) et sur un an (+3,6 %).

L'investissement des entreprises est en baisse. Les importations de biens intermédiaires et de biens d'équipement diminuent au deuxième trimestre (respectivement -6,3 % et -14,7 %, CVS), tout comme le nombre d'immatriculations de véhicules utilitaires (-18,4 %, CVS). La production de crédits d'investissement est également en baisse sur le trimestre (-33,4 %).

Les résultats de l'enquête de conjoncture du deuxième trimestre 2016 montrent que les prévisions d'investissement des entreprises à un an sont moins favorablement orientées, en particulier pour le BTP, le commerce et le tourisme.

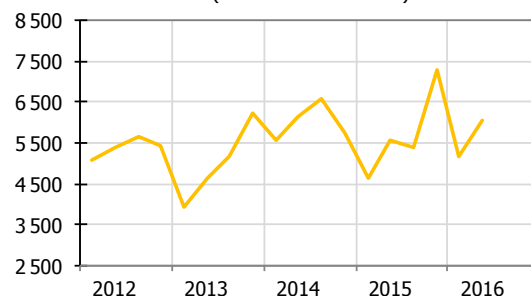
## Les échanges extérieurs se replient

Au deuxième trimestre 2016, les recettes des exportations s'inscrivent en repli de 29,6 % (CVS), marquées par la baisse des recettes de perles brutes (-12,8 %, CVS). En outre, les volumes exportés de poissons (-8,7 %, CVS), de produits de l'industrie agroalimentaire (-7,1 %, CVS) et de monoï (-36,9 %, CVS) se réduisent.

Les importations sont également en retrait de 6,8 % (CVS) sur le trimestre, en raison du recul des importations de biens d'équipement professionnels (-14,7 %, CVS), de biens intermédiaires (-6,3 %) et alimentaires (-6,2 %).

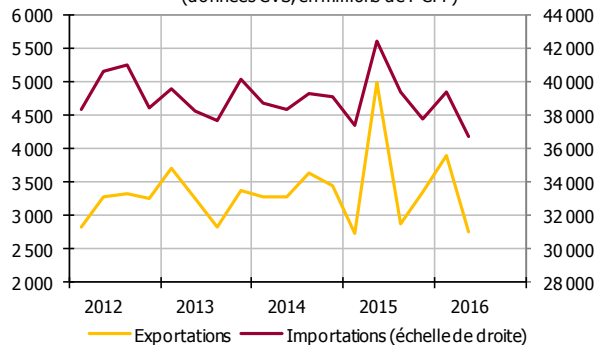
En comparaison annuelle, le repli des importations est encore plus prononcé (-13,4 %, CVS), soulignant l'allègement de la facture énergétique induit par le recul des cours pétroliers.

Production de prêts immobiliers  
(en millions de FCFP)



Source : I'EOM

Commerce extérieur  
(données CVS, en millions de FCFP)



Sources : ISPF, Douanes, désaisonnalisées par l'I'EOM

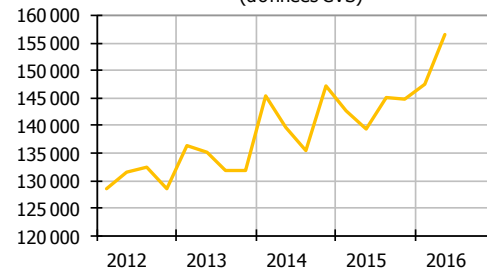
## DYNAMISME DANS L'INDUSTRIE ET LES SERVICES

Selon les professionnels de l'**industrie**, l'activité s'est améliorée au deuxième trimestre, mais pas pour le secteur exportateur. Dans l'industrie agroalimentaire, les exportations ont diminué (-7,1 %, CVS). Anticipant toutefois un regain d'activité dans les mois à venir, les dirigeants de l'industrie demeurent optimistes dans leurs prévisions d'investissement et de recrutement.

Toujours satisfaits de leur courant d'affaires au deuxième trimestre 2016, les dirigeants des **services marchands** ont poursuivi leur politique d'embauche et maintenu leurs perspectives d'investissement.

Les professionnels du **tourisme** indiquent une activité stable au deuxième trimestre et sont optimistes pour les mois à venir. Le nombre de passagers internationaux est en hausse sur le trimestre et sur un an (respectivement +6,1 % et +12,3 %, CVS). En cumul de janvier à mai 2016 (derniers chiffres disponibles), les touristes sont venus plus nombreux (+9 %) et ont consommé plus de nuitées (+2,4 %) par rapport à la même période en 2015. Cette évolution résulte d'un afflux de touristes terrestres (+13,9 %) alors que le nombre de croisiéristes est en retrait (-5,9 %). Dans l'hôtellerie internationale, le coefficient moyen de remplissage augmente sur la période pour s'établir à 61,5 % (+3,6 points).

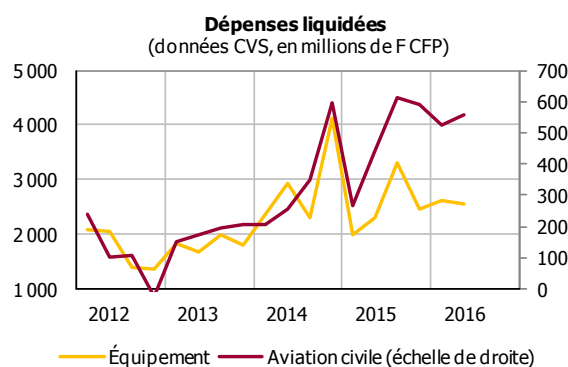
Nombre de passagers internationaux  
à l'aéroport de Tahiti Faa'a  
(données CVS)



Source : ISPF, désaisonnalisée par l'I'EOM

Contrairement aux anticipations formulées en début d'année, les professionnels du **BTP** déplorent la persistance d'une conjoncture déprimée, en dépit d'une légère hausse des dépenses liquidées par les Directions de l'enseignement secondaire et l'Aviation civile au deuxième trimestre 2016 et de la bonne orientation des importations de ciment et de bitume. Ils anticipent en revanche un rétablissement de leur trésorerie, escomptant une amélioration des délais de paiement de leur clientèle et une hausse de leurs prix de vente.

Dans le **secteur primaire**, les professionnels témoignent d'un nouveau ralentissement de leur activité au cours du deuxième trimestre, en particulier dans les secteurs de la perle et de la pêche. En revanche, le secteur agricole affiche une production de coprah en nette hausse (+32,0 %, CVS). Les chefs d'entreprise du secteur primaire semblent majoritairement confiants pour l'activité des mois à venir.



Sources : Directions de l'équipement et de l'aviation civile, désaisonnalisées par l'IEOM

### ÉCONOMIE MONDIALE : INCERTITUDES SUITE AU RÉSULTAT DU RÉFÉRENDUM AU ROYAUME-UNI

À la suite du vote du Royaume-Uni en faveur d'un retrait de l'Union européenne, les prévisions de croissance mondiale ont été légèrement revues à la baisse (-0,1 point) pour 2016 et 2017 par le FMI, pour se situer respectivement à 3,1 % et 3,4 %. Les perspectives sont plus défavorables pour les pays avancés tandis qu'elles demeurent globalement inchangées pour les pays émergents et en développement. Le « Brexit », qui a pris de court les marchés financiers, est selon le FMI de nature à accroître l'incertitude économique, politique et institutionnelle et devrait peser sur les économies des pays européens avancés, dans des proportions toutefois difficiles à quantifier.

Aux États-Unis, la croissance au premier trimestre 2016 a été moins vigoureuse qu'attendu, conduisant à l'atténuation des prévisions de croissance pour 2016 de 0,2 point de pourcentage. La croissance devrait rebondir au deuxième trimestre, soutenue par la baisse des taux longs et une normalisation de la politique monétaire. Le FMI table sur une croissance moyenne de 2,2 % en 2016.

Dans la zone euro, le taux de croissance a été supérieur aux prévisions au premier semestre, porté par une solide demande intérieure et un léger rebond de l'investissement. Malgré le « Brexit », les prévisions de croissance ont été revues à la hausse (+0,1 point à 1,6 %).

Selon les chiffres publiés par l'INSEE le 29 juillet, l'activité en France a marqué le pas au deuxième trimestre 2016, après +0,7 % au premier trimestre. La consommation des ménages a perdu de sa vigueur, tandis que l'investissement s'est replié après trois trimestres de nette hausse. Le commerce extérieur a en revanche été un facteur de soutien de l'activité. Le FMI maintient sa prévision de croissance pour la France en 2016 à +1,6 %.

Au Japon, l'activité a été légèrement meilleure que prévu malgré une demande intérieure toujours faible et une inflation en recul. Cependant, les prévisions de croissance ont également été revues à la baisse de 0,2 point pour s'établir à 0,3 % en 2016. Les perspectives à court terme se sont améliorées en Chine, en raison de récentes mesures de soutien à la croissance (réduction des taux prêteurs, politique budgétaire expansionniste, augmentation des dépenses d'infrastructures). Le FMI prévoit une croissance du PIB de 6,6 % en 2016.

Tout en présentant des perspectives différenciées, les pays émergents et en développement devraient globalement enregistrer une croissance stable en 2016 (+4,1 % après +4,0 % en 2015). Au Brésil et en Russie, la récession devrait être moins forte, sous l'effet d'un retour de la confiance des acteurs économiques et d'une remontée des cours du pétrole.

Sources : FMI, INSEE – données arrêtées à la date du 29 juillet 2016

Les annexes statistiques sont téléchargeables sur le site [www.ieom.fr](http://www.ieom.fr), sous la rubrique « Publications ».

**Toutes les publications de l'IEOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site [www.ieom.fr](http://www.ieom.fr)**

Directeur de la publication : H. GONSARD – Responsable de la rédaction : Claude PERIOU – Éditeur et imprimeur : IEOM  
Achévé d'imprimer : septembre 2016 – Dépôt légal : septembre 2016 – ISSN 1968-6277